

Sur la route de vos vacances,

optimind winter® ::

reste à vos côtés...



Cahier de
vacances

CONSEIL EN ACTUARIAT ET GESTION DES RISQUES

Actuariat Conseil - Protection Sociale - Risk Management - Projets & Maîtrise d'Ouvrage

LOCAL OPTIMIZATION EUROPEAN MINDED

Dans la perspective de vous accompagner durant la période estivale, Optimind Winter continue d'innover cette année encore en vous proposant un cahier de vacances malicieusement calqué sur ceux de nos enfants.

Ce dernier se veut évidemment ludique mais également utile pour se mettre à jour et parfaire quelques connaissances sur des domaines professionnels variés en relation avec l'actuariat et la gestion du risque.

La réalisation de cet ouvrage a été l'occasion pour nous de faire collaborer, parmi les 16 Pôles de Compétences Optimind Winter (PCOW), ceux de la Protection Sociale, autour d'un projet inédit et différent de nos problématiques d'experts et de nos vecteurs de communication usuels.

Ce projet est aussi pour nous l'opportunité de vous présenter, au fil des pages, la force de notre entreprise : une expertise globale de haut niveau portée par nos Practice Leaders, chacun responsable du PCOW associé à son expertise. Ces professionnels référents ont la charge d'organiser l'expertise de nos 180 collaborateurs et de se porter garants des meilleurs pratiques auprès de nos clients sur leurs thématiques respectives, un unique intervenant ne pouvant pas, aujourd'hui, intégrer toutes les connaissances du monde complexe dans lequel nous évoluons.

Notre objectif est d'offrir à nos clients ce que personne d'autre ne peut proposer en termes de gestion des risques : une expertise globale, articulée sur une stratégie multi-spécialistes, recouvrant tous les périmètres d'intervention de nos clients, organismes d'assurances et grandes entreprises.

J'espère que vous partagerez le même enthousiasme à utiliser notre cahier de vacances que nous en avons eu à le faire !

Je vous souhaite un bel été, d'agréables moments pour vous reposer et vous ressourcer, agrémenté de moments de détente studieuse à l'aide de notre Cahier de Vacances !

Christophe Eberlé
Président d'Optimind Winter

Dans un monde qui change,
la maîtrise de l'avenir exige
de nouvelles voies.



Sommaire

06 Épargne & Retraite Corporate

10 Santé & Prévoyance Corporate

14 Financial & Asset Management

16 Métiers et certification ISO 9001

17 Résultats des questions et des jeux

19 Contacts

Présentation des Pôles de Compétences Optimind Winter - PCOW

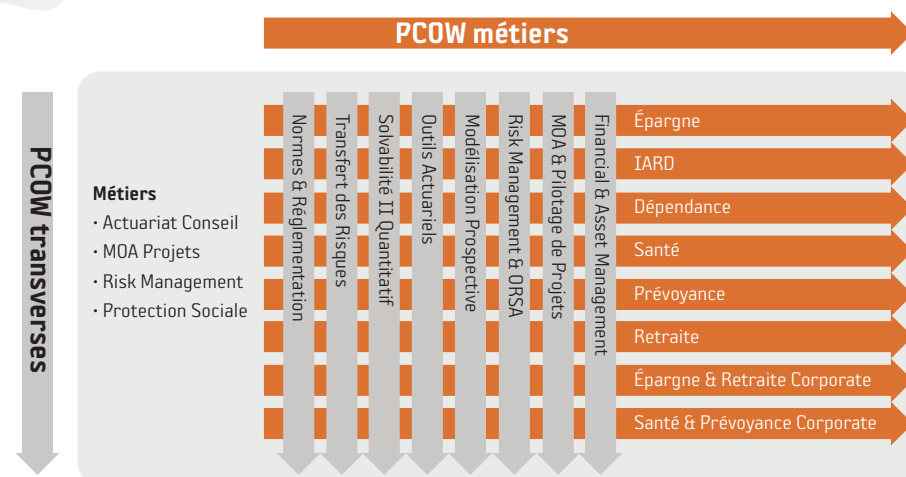
Structurée pour une couverture matricielle des besoins en expertises liés à nos interventions, la Practice Optimind Winter est construite autour des Pôles de Compétence Optimind Winter (PCOW), mêlant :

- Expertises et savoir-faire produits et systèmes d'information sur les problématiques métiers/produits.
- Aptitudes transverses nécessaires à l'exercice de notre activité de conseil couvrant l'ensemble de la chaîne de gestion des risques.

Composés chacun de 10 à 20 consultants de seniorités diverses, ces Pôles favorisent l'amélioration, le partage des connaissances et la diffusion des meilleures pratiques professionnelles au sein de nos équipes.

En assurant la veille réglementaire et le suivi de la presse spécialisée, en étudiant l'impact des réformes sur les processus de gestion des risques et l'offre produits, en valorisant les expériences acquises dans le cadre de nos missions et en participant à nos efforts de R&D et d'innovation, les Pôles de Compétence enrichissent la Practice Optimind Winter.

Les Practice Leaders (PL) sont les garants de la pratique professionnelle sur le périmètre d'intervention de nos PCOW. Ils en sont les porte-parole et ont la charge de les animer et de piloter les travaux associés.



PCOW - Épargne & Retraite Corporate

“ la CSA Retraite est due par toutes les personnes imposables et recouvrables. ”

Le saviez-vous ?

La mise en œuvre de la taxation “CSA Retraite”

La Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013 a créé une nouvelle contribution à la charge des retraités, la “CSA Retraite” au taux de 0,3%, assise sur les pensions de retraite, de préretraite et d’invalidité et destinée à financer la Caisse nationale de solidarité pour l’autonomie. Cependant, cette loi ne définit pas les modalités pratiques de recouvrement de la CSA Retraite qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2013.

La circulaire ACOSS n°2013-19 du 28 mars 2013 est venue préciser ces modalités ; la CSA Retraite est due par toutes les personnes imposables et recouvrables sur :

- les pensions de retraite des régimes de base, complémentaires obligatoires et supplémentaires d’entreprise ;
- les pensions d’invalidité des régimes de base et complémentaires servis par les organismes de prévoyance ;
- les avantages de préretraite.

À noter que les éléments déjà soumis à la contribution de solidarité pour l’autonomie (CSA), comme les rentes PERCO ou certains compléments de pension d’invalidité, sont exclus de l’assiette de la CSA Retraite. Cette contribution est recouvrée et contrôlée selon les mêmes modalités que celles applicables à la CSG. La CSA Retraite est donc précomptée par l’organisme débiteur des prestations qui est chargé du versement auprès de l’URSSAF.

La taxation s’applique à compter du 1^{er} avril 2013 sur les avantages servis postérieurement à cette date. Cependant dans les cas de versements à termes échus, les prestations versées en avril 2013 au titre du mois de mars sont exonérées. En revanche, les éventuels arriérés, quelle que soit la période concernée, qui seraient versés concomitamment à des prestations relevant d’une période postérieure au 1^{er} avril 2013 sont assujettis à la CSA Retraite.

PCOW - Épargne & Retraite Corporate

“ Malgré un consensus quant aux objectifs poursuivis, les critiques concernant les pistes proposées sont déjà nombreuses. ”

Le saviez-vous ?

Le rapport MOREAU : quel en sera le véritable impact ?

Le rapport MOREAU sur l’avenir des retraites, qui poursuit l’objectif de rééquilibrer le système à court et long terme, a été remis au Premier ministre le 14 juin 2013. Malgré un consensus quant aux objectifs poursuivis, les critiques concernant les pistes proposées sont déjà nombreuses.

Les leviers traditionnels que sont le recul de l’âge pivot et l’allongement de la durée de cotisation, même s’ils feront partie du débat, ne sont pas retenus comme les principales pistes de retour à l’équilibre. La Commission juge en effet inopportun de reculer à nouveau l’âge légal de départ à la retraite compte tenu de la réforme de 2010 alors que l’allongement envisagé n’aurait pas d’effet significatif sur le solde du régime général d’ici 2020 ; le nombre de trimestres pour les générations nées jusqu’en 1956 étant fixé par décret et la loi Fillon de 2003 prévoyant déjà une augmentation de la durée d’assurance en fonction du gain d’espérance de vie.

Les pistes les plus probables afin de trouver les 7 milliards d’euros nécessaires à l’équilibre du régime à l’horizon 2020 semblent passer par la mise à contribution des retraités dits “aisés”, notamment :

- un alignement du taux de CSG sur celui des actifs ;

- la réduction, voire la suppression, de l’abattement pour frais professionnels ;
- la sous-indexation pendant 3 ans des pensions jusqu’ici revalorisées en fonction de l’inflation (déjà retenue pour les régimes ARRCO et AGIRC).

Un autre levier proposé concerne l’augmentation des cotisations via un relèvement du taux de l’assiette déplafonnée afin de mettre davantage à contribution les hauts salaires. Cet effort supplémentaire serait réparti à parts égales entre salariés et employeurs.

L’allongement de la période de référence pour les fonctionnaires n’a pas été identifié comme une source d’économie mais comme une mesure favorisant la lisibilité des modes de calcul public/privé, la prise en compte de certaines primes de service pour les fonctionnaires dans l’assiette de calcul étant censée compenser cet allongement afin de servir des rentes équivalentes.

Quoi qu’il en soit, le rapport MOREAU a atteint son premier objectif en permettant de poser les bases du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux, permettant d’envisager une réforme des retraites fin 2013.

À vous de jouer !

1

De combien a été revalorisée la valeur de service du point ARRCO au 1^{er} avril 2013 ?

- a • 0 %
- b • 0,8 %
- c • 2 %

2

Quelle est la valeur du plafond annuel de la Sécurité sociale en 2013 ?

- a • 35 000 €
- b • 36 372 €
- c • 37 032 €

3

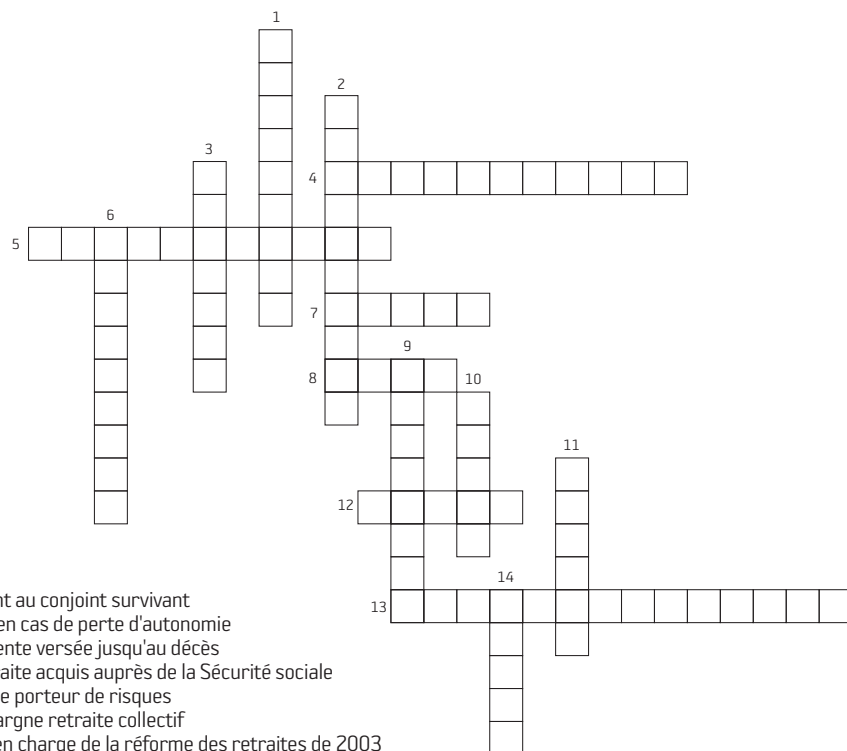
Quel est le taux de charges sociales applicables aux rentes des régimes de retraite complémentaires obligatoires au 1^{er} avril 2013 ?

- a • 8,4 %
- b • 15,5 %
- c • 22 %

4

La formule $1 - \prod_{i=1}^n \left(1 - \frac{I_{x_i+t}}{I_{x_i}}\right)$ correspond à la probabilité de survie d'un groupe de n individus disparaissant :

- a • Au 1^{er} décès
- b • Au dernier décès
- c • Ni l'un, ni l'autre



Mots croisés

Vertical

- 1 Versement au conjoint survivant
- 2 Garantie en cas de perte d'autonomie
- 3 Type de rente versée jusqu'au décès
- 6 Droit retraite acquis auprès de la Sécurité sociale
- 9 Organisme porteur de risques
- 10 Plan d'épargne retraite collectif
- 11 Ministre en charge de la réforme des retraites de 2003
- 14 Vérification de comptes

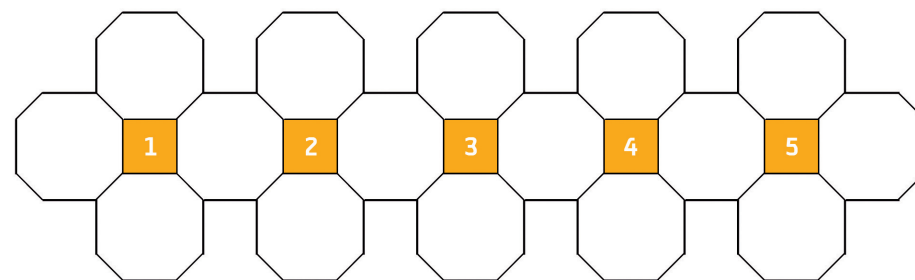
Horizontal

- 4 Définies dans un régime article 39
- 5 Définies dans un régime article 83
- 7 Régime complémentaire des salariés cadres du privé
- 8 Régime de retraite de base des salariés du privé
- 12 Régime complémentaire des salariés non-cadres du privé
- 13 Augmentation de la rente

Mot-zaïc

Règle : placez 2 lettres dans chaque case afin de former 5 mots de 8 lettres (ordre : haut → droite → bas → gauche) correspondants aux définitions suivantes :

- 1 Plus anciennes formes d'épargne retraite
- 2 Délivré par l'ACP et nécessaire pour exercer une activité d'assurance
- 3 Se dit d'une femme percevant une pension
- 4 Futur retraité
- 5 Se dit d'un capital constitutif transformé en rente



PCOW - Santé & Prévoyance Corporate

Les organismes assureurs sont prêts pour la compétition du marché qui devrait se concentrer, en majorité, sur les TPE et PME.

Le saviez-vous ?

De l'ANI vers la Loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 : le marché du collectif ouvert.

Le premier semestre de l'année 2013 a été rythmé par les nouvelles dispositions instiguées par l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013, traduit en Projet de Loi relatif à la Sécurisation de l'emploi. Pour mémoire, l'article 1 du Projet de loi prévoit la généralisation des régimes Frais de Santé pour les salariés à horizon du 1^{er} janvier 2016 selon les trois étapes suivantes :

- dans un premier temps, les Branches professionnelles doivent entrer en négociation afin de parvenir à un Accord de Branche avant le 1^{er} juillet 2014 ;
- dans un second temps, les entreprises auront jusqu'au 1^{er} janvier 2016, soit pour se mettre en conformité avec l'accord de Branche, soit, à défaut d'accord trouvé au niveau de la Branche, pour mettre en place leur propre régime d'entreprise dont les modalités devront être conformes à un panier de soins minimal défini par décret.
- dernier temps, sous la forme d'une « voiture balai », les entreprises non couvertes suite aux deux premières étapes auront l'obligation de mettre en place au 1^{er} janvier 2016 une complémentaire Santé sous la forme d'une décision unilatérale.

Outre les dispositions décrites ci-dessus, le Projet de loi prévoit également des dispositions concernant la portabilité des droits en Prévoyance et Frais de Santé. La durée maximale sera portée de 9 à 12 mois. De plus, le financement de celle-ci devra être mutualisé au sein de la cotisation des actifs. Pour se mettre en conformité avec ces dispositions, le législateur laisse une période de 2 ans pour la Prévoyance et de 1 an pour les Frais de Santé.

La loi de Sécurisation de l'emploi du 14 mai 2013 est finalement parue au Journal Officiel du 16 juin 2013 sans les aspects relatifs aux clauses de désignation qui faisaient polémique. Pour mémoire, suite à l'adoption par le Sénat du projet de Loi, le 14 mai, le Conseil constitutionnel avait été saisi sur les 3 articles suivants :

- l'article 1^{er} sur les aspects relatifs aux clauses de désignation ;
- l'article 12 relatif au temps partiel ;
- l'article 15 concernant la mobilité interne.

Le monde de la Protection Sociale attendait avec impatience la décision du Conseil constitutionnel. Celui-ci a rendu sa décision le 13 juin 2013 et a déclaré les articles 12 et 15 conformes à la Constitution et les dispositions liées aux clauses de désignation inconstitutionnelles. Le Conseil constitutionnel ne s'est pas cantonné à l'article 1^{er} de la loi de Sécurisation de l'emploi puisqu'il a également déclaré dans sa décision que l'article L. 912-1 du Code de la Sécurité sociale, définissant le recours aux clauses de désignation et de migration, était inconstitutionnel.

La subtilité de la décision du Conseil constitutionnel a résidé dans le traitement des accords en cours ayant désigné un ou plusieurs organismes assureurs pour assurer leurs régimes. En effet, les accords actuellement en cours semblent épargnés,

pour le moment, par ce caractère inconstitutionnel. Cependant un point reste en suspens : les organismes assureurs étant désignés pour une durée ne pouvant excéder 5 ans, le traitement de la fin de période de désignation, non traité par le Conseil constitutionnel, reste à clarifier.

Les organismes assureurs sont prêts pour la compétition du marché qui devrait se concentrer, en majorité, sur les TPE et PME, catégories d'entreprises très peu couvertes en assurance collective. Ainsi, la part de marché de ces entreprises, couvertes de manière collective dans moins de 50 % des cas, représente un peu moins de la moitié des salariés en France. La difficulté sera de réussir à trouver une mutualisation suffisante sur les 2 risques : Prévoyance "lourde" et Frais de Santé.

La mutualisation de ces 2 risques est très différente du fait de leurs spécificités, cf. tableau ci-dessous.

Risque	Coût unitaire	Fréquence	Durée	Seuil minimal de mutualisation	Seuil maximal de mutualisation
Prévoyance "lourde"	élevé	faible	longue	1 000 pers.	infini
Frais de santé	faible	élevée	courte	100 pers.	infini

Dans ce cadre, la lutte pour le marché du collectif, maintenant ouverte à tous les organismes assureurs, devrait s'intensifier dans les prochains mois... en attendant un possible nouveau rebondissement au sujet des clauses de désignation.

PCOW - Santé & Prévoyance Corporate

2013, une année riche en évolutions en matière de Frais de Santé.

Le saviez-vous ?

Mise en conformité pour le 1^{er} janvier 2014

Si les sujets relatifs à la généralisation des Frais de Santé animent le marché de la Prévoyance complémentaire en 2013, les entreprises doivent néanmoins garder à l'esprit les dispositions du Décret du 9 janvier 2012. Celui-ci précise que le délai pour la mise en conformité s'achève fin 2013. Les dispositions concernent :

- la définition des catégories objectives ;
- la mise en place d'un régime Frais de Santé pour l'ensemble des salariés si au moins une catégorie des salariés est couverte par un régime obligatoire ;
- la définition des dispenses d'adhésion au régime collectif obligatoire.

L'enjeu est de taille pour les entreprises pour lesquelles un risque existe. En effet, elles s'exposent à la perte des exonérations fiscales et sociales des cotisations employeur.

Pour aider les entreprises à comprendre les dispositions du Décret qui n'était pas très explicite, la Direction de la Sécurité sociale a prévu une Circulaire d'application qui devrait paraître courant juillet 2013. En attendant, la Direction de la Sécurité sociale a mis en ligne sur son site internet un projet de Circulaire. Celui-ci est constitué de 2 fiches, qui se substituent aux fiches n°5 et 6 de la Circulaire DSS du 30/01/2009, concernant respectivement le « caractère collectif » et le « caractère obligatoire » d'un régime.

Les entreprises peuvent dès à présent, si ça n'est déjà fait, s'appuyer sur ce projet pour se mettre en conformité à horizon du 1^{er} janvier 2014.

À vous de jouer !

1

Dans quelle proportion, les personnes en arrêt de travail deviennent invalides ?

- a • Trop
- b • Entre 2 et 5 %
- c • Entre 12 et 15 %

2

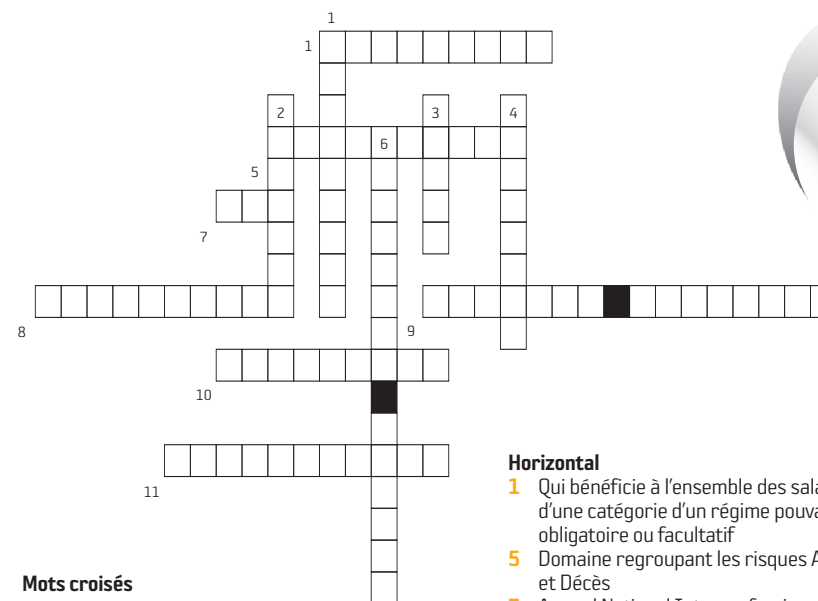
Qu'est-ce qu'un « contrat responsable » ?

- a • Un contrat avec une durée de vie supérieure à 18 ans
- b • Un contrat Frais de Santé devant respecter un ensemble de contraintes permettant l'exonération de charges sociales sur les cotisations patronales
- c • Un contrat d'assurance de responsabilité civile

3

Quel est le montant des dépenses de santé engagées en France en 2010 par assuré ?

- a • 200 €
- b • 1 500 €
- c • 3 500 €



Mots croisés

Vertical

- 1 Partie des salariés bénéficiant d'un régime / Elle doit être objective pour que le régime puisse bénéficier des exonérations fiscales et sociales
- 2 Famille d'actes Frais de Santé importante pour les taupes
- 3 Risque touchant à l'intégrité physique des salariés et donnant droit à des prestations en nature
- 4 Famille d'actes Frais de Santé importante pour un beau sourire
- 6 Vers qui vous diriger si vous rencontrez une problématique Prévoyance ou Frais de Santé ?

Horizontal

- 1 Qui bénéficie à l'ensemble des salariés d'une catégorie d'un régime pouvant être obligatoire ou facultatif
- 5 Domaine regroupant les risques Arrêt de Travail et Décès
- 7 Accord National Interprofessionnel
- 8 Risque comprenant les salariés en arrêt de travail pendant une durée maximale de 3 ans
- 9 Cotisations et taxes parafiscales assises sur les salaires ou certaines autres sommes à la charge du salarié et de son employeur
- 10 Personnes dans l'incapacité de reprendre le travail après un accident ou une maladie d'origine non professionnelle
- 11 Dispense du paiement des charges sociales et fiscales pour un régime mis en place selon les dispositions définies par la Circulaire du 30 janvier 2009 et par le Décret du 9 janvier 2012

Pour découvrir les résultats, rendez-vous en page 17

PCOW - Financial & Asset Management

// L'enjeu est de taille pour les entreprises et leurs salariés. **//**

Le saviez-vous ?

Nos motivations pour le développement d'une offre dédiée

Le rapport Moreau confirme la dégradation des taux de remplacement des revenus d'activité qui seront procurés par les régimes obligatoires, régimes de base et complémentaires. Pour les actifs le besoin de compléter leurs revenus pendant leur retraite, tant au travers de placements effectués dans un cadre individuel que dans le cadre de l'entreprise, va donc devenir une nécessité impérieuse.

Conscient de la dégradation des régimes obligatoires, les entreprises ont mis en place des systèmes de Retraite collective et d'Épargne salariale.

La forte amplitude des marchés financiers depuis plus de dix ans a fait prendre conscience, aux entreprises et aux salariés, de la nécessité de mieux prendre en considération les risques inhérents aux actifs financiers.

Cette prise de conscience a été accentuée par la tendance mondiale qui est à remplacer des régimes à prestations définies, pour lesquels le risque de placement est supporté par l'entreprise, par des régimes d'épargne retraite, régimes de retraite à cotisations définies,

d'épargne salariale ou systèmes équivalents, dans lesquels les conséquences des choix d'actifs sont transférés aux salariés et bénéficiaires de ces régimes.

La compréhension des risques liés à certaines classes d'actifs et la performance des actifs sont donc des données clé pour les futurs retraités. Si pour les placements réalisés à titre individuel (pilier 3), les entreprises ne seront pas appelées en responsabilité, elles ne pourront par contre pas s'exonérer de leur devoir de conseil pour les régimes collectifs mis en place à leur initiative.

C'est notamment au travers de tous ces constats qu'Optimind Winter a développé une nouvelle offre afin d'accompagner les entreprises sur toutes les problématiques liées à la gestion de leurs actifs financiers - audit, indicateur de risques, allocation d'actifs, etc. - tant pour leur propre compte que pour celui des actifs et bénéficiaires des régimes d'épargne retraite qu'elles ont mis en place.

À vous de jouer !

1

L'Épargne salariale peut être investie dans :
a • Un FCPE
b • Une Sicav
c • Un FCP

2

Un fonds actionnariat peut être investi dans :
a • Un FCPE
b • Une Sicav
c • Un FCP

3

Un FCPE a toujours un code ISIN
a • Vrai
b • Faux

4

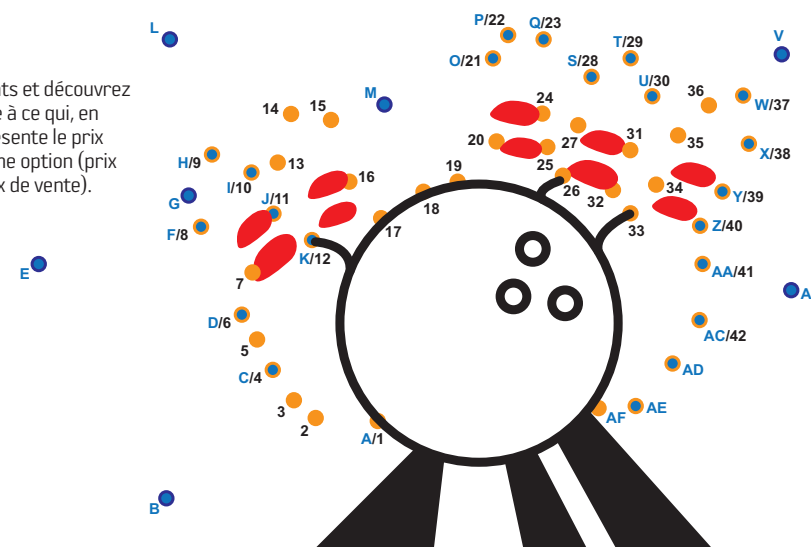
Un FCPE est un fonds nourricier lorsqu'il est investi en parts ou actions d'un ou plusieurs OPCVM et que l'investissement dans un seul OPCVM dépasse 80% de l'actif du FCPE :
a • Vrai
b • Faux

5

Un FCPE n'est pas un fonds coordonné
a • Vrai
b • Faux

Jeu à points

Reliez les points et découvrez une référence à ce qui, en finance, représente le prix d'exercice d'une option (prix d'achat ou prix de vente).



Estimez intuitivement la performance d'un de vos fonds d'épargne salariale, PEE ou PERCO, dans l'une des classes d'actifs suivantes, "actions, obligations ou diversifiés", sur 3, 5 ou 10 ans.

Envoyez-nous votre réponse à richard.deville@optimindwinter.com avec le nom de votre fonds d'épargne salariale et nous vous enverrons la performance de ce fonds sur les 3 périodes de 3, 5 et 10 ans, pour autant qu'il existe sur ces périodes, ainsi que sa volatilité.

Pour découvrir les résultats, rendez-vous en page 17

Métiers et certification ISO 9001

Dotée d'une des plus fortes concentrations en expertise du conseil français en Protection Sociale, Optimind Winter intervient auprès des Branches, entreprises, administrations publiques et collectivités territoriales sur l'ensemble des métiers suivants :

- **Santé et Prévoyance**, incluant notamment une offre spéciale ANI 2013 dédiée aux Branches et aux entreprises dans le cadre des négociations à mener concernant la généralisation des couvertures Santé des salariés ;

- **Dépendance** ;

- **Retraite et Épargne Salariale**, au travers une large gamme de services nous permettant d'accompagner nos clients dans toutes les étapes de la vie des régimes, de leur conception aux paiements des prestations ;

- **Passifs Sociaux**, en procédant à l'évaluation et à la comptabilisation des passifs sociaux en normes comptables françaises, IFRS (IAS19) et USGAAP (FAS 158) ou en mettant à disposition de nos clients le logiciel d'évaluation LASER (1^{ère} référence sur le marché) ;

- **Information des salariés**, visant à valoriser les avantages sociaux liés aux contrats de travail (Bilans Sociaux Individualisés) et à apporter des éléments individuels en matière de retraite (Bilan retraite) ou collectifs (formation, e-learning).

Conscients des contraintes réglementaires, économiques et sociales ainsi que du caractère évolutif de l'environnement dans lequel vous intervenez, Optimind Winter vous propose une assistance globale, dans la durée, et un accompagnement adapté, au plus près de vos besoins.

Optimind Winter est la première société de conseil en actuariat à avoir adopté une démarche qualité visant à la satisfaction de ses clients et à l'amélioration continue de ses services. Cette démarche a recueilli une double certification ISO 9001 : 2008 pour l'évaluation des passifs sociaux en norme IAS 19 et l'audit des comptes en prévoyance et santé.

Enfin, Optimind Winter se mobilise pour un débat constructif entre tous les interlocuteurs de son secteur d'activité et participe ainsi activement aux débats nationaux portant sur l'avenir et les évolutions de la Protection Sociale.

Résultats des questions

Où en êtes-vous ?

Découvrez les réponses aux différents QCM de notre cahier de vacances !

Épargne & Retraite Corporate p.8/9

- 1 De combien a été revalorisée la valeur de service du point ARRCO au 1^{er} avril 2013 ?
b • 0,8 %
- 2 Quelle est la valeur du plafond annuel de la Sécurité sociale en 2013 ?
c 37 032 €
- 3 Quel est le taux de charges sociales applicables aux rentes des régimes de retraite complémentaires obligatoires au 1^{er} avril 2013 ?
a 8,4 %
- 4 La formule correspond à la probabilité de survie d'un groupe de n individus disparaissant :
c Au dernier décès

Santé & Prévoyance Corporate p.13

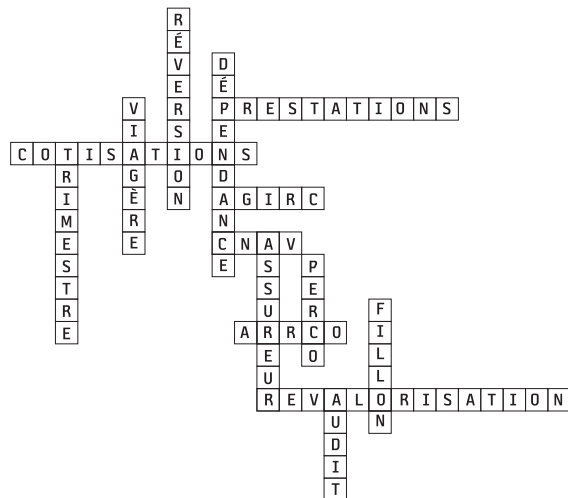
- 1 Dans quelle proportion, les personnes en arrêt de travail deviennent invalides ? :
c Entre 12 et 15 %
- 2 Qu'est-ce qu'un « contrat responsable » ?
b Un contrat Frais de Santé devant respecter un ensemble de contraintes permettant l'exonération de charges sociales sur les cotisations patronales
- 3 Quel est le montant des dépenses de santé engagées en France en 2010 par assuré ?
c 3 500 €

Financial & Asset Management p.15

- 1 L'Épargne salariale peut être investie dans :
a Un FCPE et **b** Une Sicav
- 2 Un fonds actionnariat peut être investi dans :
a Un FCPE
- 3 Un FCPE a toujours un code ISIN
b Faux
- 4 Un FCPE est un fonds nourricier lorsqu'il est investi en parts ou actions d'un ou plusieurs OPCVM et que l'investissement dans un seul OPCVM dépasse 80% de l'actif du FCPE :
b Faux
- 5 Un FCPE n'est pas un fonds coordonné
a Vrai

Résultats des jeux

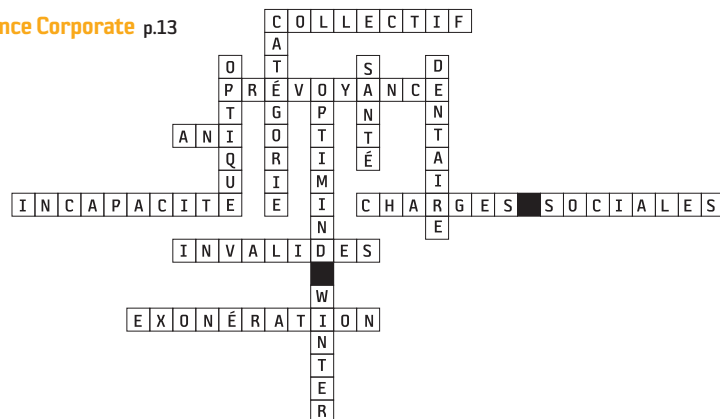
Épargne & Retraite Corporate p.8



Mot-zaïc p.9

- 1- Tontines
- 2- Agrément
- 3- Rentière
- 4- Cotisant
- 5- Converti

Santé & Prévoyance Corporate p.13



Vos contacts métiers

Pierre-Alain Boscher

Directeur métier Protection Sociale

Dan Chelly

Directeur métier Risk Management

Marc Dupuis

Directeur métier associé Projets & Maîtrise d'Ouvrage

Tristan Palerm

Directeur métier Actuariat Conseil

Bertrand Pitavy

Directeur métier Projets & Maîtrise d'Ouvrage

Gildas Robert

Directeur métier Actuariat Conseil

Pour nous contacter

Direction du Développement :

eric.gaubert@optimindwinter.com

Département Communication :

marine.depallieres@optimindwinter.com

Offre Financial & Asset Management :

richard.deville@optimindwinter.com

Practice Optimind Winter :

emmanuel.berthele@optimindwinter.com

Pour nous rejoindre

Direction des Ressources Humaines :

julie.norguet@optimindwinter.com

Un cahier de vacances ludique permettant à chacun de revoir les essentiels, d'approfondir ses connaissances et de se divertir à travers des jeux liés à nos expertises.

Nous espérons que le cahier de vacances Optimind Winter aura su agrémenter vos moments de détente studieuse durant la période estivale et que vous aurez pris autant de plaisir à le parcourir que nous en avons eu à le préparer.

En complément de cette initiative originale, nos Pôles de Compétences et notre R&D vous proposeront, tout au long de l'année, des événements directement liés à l'actualité de vos métiers et au développement des techniques et méthodologies transverses nécessaires à une gestion des risques efficiente.

Nos directeurs métier et équipes vous donnent rendez-vous à la rentrée pour échanger autour de vos projets ou de vos attentes en matière de formation sur l'ensemble du spectre de notre offre en actuariat et gestion des risques.

OPTIMIND WINTER, leader du conseil en actuariat et gestion des risques

28 M€
CA 2012

30 ans
d'expérience

180
collaborateurs

- ▶ Actuariat Conseil
- ▶ Protection Sociale
- ▶ Risk Management
- ▶ Projets & Maîtrise d'Ouvrage

optimind winter.::

www.optimindwinter.com

Tél. +33 1 48 01 91 66

46 rue la Boétie
75008 PARIS

55 avenue René Cassin / CS 70410
69338 LYON CEDEX 09

43-47 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

15 rue du Dôme
67400 STRASBOURG

